



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale Rouen-Dieppe

Arrêté du 10 JUIL. 2025 mettant en demeure la société **LEPICARD AGRICULTURE** à **BELMESNIL** de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6 et L.171-8 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 nommant M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-007 du 17 janvier 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, sous préfet de Rouen ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 2 avril 2012 pour prescriptions complémentaires relatives à l'instruction de l'étude de dangers générale du site LEPICARD AGRICULTURE de BELMESNIL ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courriel en date du 13 juin 2025 ;
- Vu l'absence de réponse formulée par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT :

qu'à l'occasion de la visite de l'établissement exploité par la société LEPICARD AGRICULTURE le 23 mai 2025, l'inspection des installations classées a constaté le fait suivant constituant un manquement aux dispositions à l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé suivantes :

- non-conformité n° 1 (article 13) : absence manifeste de nettoyage du silo 2 ;

que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LEPICARD AGRICULTURE de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables pour son établissement situé sur la commune de BELMESNIL ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société LEPICARD AGRICULTURE (n°SIRET 977 080 035 00065), dont le siège social est situé 21, rue Jacques Ferny à YERVILLE (76760), est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son établissement situé route de la mer à BELMESNIL (76590) :

- l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé , en :
 - procédant au nettoyage des parties accessibles **dans les 15 jours suivant la notification du présent arrêté** ;
 - procédant au nettoyage des parties difficilement accessibles (poutres métalliques au-dessus des cases, chemins de câbles, tuyauteries de transfert, parois de la tour de manutention et des cases) **avant le 31 août 2025** ;
 - faisant respecter des procédures d'exploitation relatives au nettoyage **avant le 31 août 2025**.

Ces prescriptions seront réputées satisfaites si, lors d'un contrôle de l'inspection, l'exploitant est en mesure de présenter le registre de nettoyage, et si les constats de terrain confirment la bonne fréquence de ces nettoyages.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de BELMESNIL pendant une durée minimum d'un mois.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète de l'arrondissement de DIEPPE, le maire de la commune BELMESNIL, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société LEPICARD AGRICULTURE.

Fait à ROUEN, le 10 JUIL. 2025

Le préfet

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Zoheir BOUAOUICHE